



**PRÉFET
DU CHER**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Secrétariat général
Service de coordination des
politiques publiques**

Arrêté préfectoral n° 2021-0206 du 25 février 2021

de mise en demeure de la société FERME EOLIENNE DE IDS SAS relatif à l'autorisation d'exploiter, au titre des installations classées pour la protection de l'environnement, le parc éolien implanté sur les communes d'Ids-Saint-Roch et de Touchay et fixant des mesures conservatoires dans l'attente de sa régularisation

Le Préfet du Cher
Chevalier de l'Ordre National du Mérite.

Vu le code de l'environnement ;

Vu la nomenclature des installations classées annexée à l'article R. 511-9 du code de l'Environnement ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements et notamment son article 43 ;

Vu le décret du 27 décembre 2018 du président de la République portant nomination de Mme Régine LEDUC, secrétaire générale de la préfecture du Cher ;

Vu le décret du 5 février 2020 du président de la République portant nomination de M. Jean-Christophe BOUVIER, préfet du Cher ;

Vu l'arrêté ministériel du 25 juillet 1990 relatif aux installations dont l'établissement à l'extérieur des zones grevées de servitudes aéronautiques de dégagement est soumis à autorisation ;

Vu l'arrêté ministériel du 26 août 2011 relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la nomenclature des installations classées ;

Vu l'arrêté ministériel du 23 avril 2018 relatif à la réalisation du balisage des obstacles à la navigation aérienne ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 juin 2020 modifiant l'arrêté ministériel du 26 août 2011 relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la nomenclature des installations classées ;

Vu l'arrêté préfectoral du 4 février 2016 autorisant la société FERME EOLIENNE DE IDS SAS à exploiter une installation de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent sur les communes d'Ids-Saint-Roch et de Touchay (Cher) ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2017-1-0261 du 22 mars 2017 autorisant la société FERME EOLIENNE DE IDS SAS à déplacer deux aérogénérateurs sur le parc éolien qu'elle est autorisée à exploiter sur les communes d'Ids-Saint-Roch et de Touchay ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2018-01-0082 du 5 février 2018 autorisant la société FERME EOLIENNE DE IDS SAS à modifier l'aménagement des accès au parc éolien qu'elle est autorisée à exploiter sur les communes d'Ids-Saint-Roch et de Touchay ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2019-1532 du 9 décembre 2019 adaptant les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 5 février 2018 susvisé et fixant de nouvelles échéances de réalisation de mesures en faveur de la biodiversité ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2020-0198 du 10 mars 2020 adaptant les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 4 février 2016 modifié autorisant la société FERME EOLIENNE DE IDS SAS à exploiter une installation de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent sur les communes d'Ids-Saint-Roch et de Touchay ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2020-1213 du 14 octobre 2020 adaptant les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 4 février 2016 modifié autorisant la société FERME EOLIENNE DE IDS SAS à exploiter une installation de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent sur les communes d'Ids-Saint-Roch et de Touchay ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2021-31 du 14 janvier 2021 accordant délégation de signature à madame Régine LEDUC, secrétaire générale de la préfecture du Cher, sous-préfète chargée de l'arrondissement de Bourges ;

Vu la demande d'autorisation d'exploiter présentée le 20 mars 2014, complétée le 3 juin 2015, par la société FERME ÉOLIENNE DE IDS SAS, dont le siège social est situé au 770 rue Alfred Nobel – 34000 MONTPELLIER, en vue d'obtenir l'autorisation d'exploiter qui lui a été accordée par arrêté préfectoral du 4 février 2016 susvisé ;

Vu le jugement du Tribunal administratif d'Orléans du 27 février 2018 n° 1601814 et n°1701764 annulant l'arrêté préfectoral d'autorisation du 4 février 2016 susvisé ;

Vu l'arrêt de la Cour administrative d'appel de Nantes du 5 avril 2019 n° 18NT01762 annulant le jugement du Tribunal administratif du 27 février 2018 susvisé ;

Vu l'arrêt du Conseil d'État n° 429521 du 12 février 2021, notifié le jour même à l'exploitant, annulant l'arrêt de la Cour administrative d'appel du 5 avril 2019 susvisé ;

Vu les courriers des 12 février et 23 février 2021 par lequel la société FERME EOLIENNE DE IDS SAS sollicite une « autorisation provisoire » dans l'attente de la régularisation administrative de ses installations suite au jugement susvisé rendu par le Conseil d'État le 12 février 2021, compte tenu des conséquences de l'absence d'autorisation administrative d'exploitation, tant sur le plan économique que sur le plan de l'intérêt général, conformément aux dispositions prévues à l'article L. 171-7 du code de l'environnement ;

Vu le rapport d'inspection, en date du 17 février 2021, transmis à l'exploitant par courrier du 18 février 2021 et qui fait suite à la visite d'inspection du parc éolien réalisée le 15 février 2021 ;

Vu la transmission du projet d'arrêté à l'exploitant par courriel du 22 février 2021 dans le cadre de la procédure contradictoire ;

Vu les observations présentées par l'exploitant sur le projet d'arrêté préfectoral, par courriel en date du 23 février 2021 ;

Considérant que l'installation est soumise à autorisation préfectorale au titre de la rubrique n° 2980 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Considérant que le Conseil d'État dans son arrêt du 12 février 2021 susvisé a annulé l'arrêt de la Cour administrative d'appel du 5 avril 2019 susvisé, ce qui a pour conséquence d'annuler l'arrêt d'autorisation d'exploiter du 4 février 2016 susvisé et n'a retenu comme motif d'annulation qu'un vice de procédure tiré de l'irrégularité de l'avis de l'autorité environnementale (émis par le préfet de région en date du 13 août 2015) ;

Considérant que les prescriptions des arrêtés ministériels susvisés nécessitent d'être complétées, au regard des spécificités du contexte local, des dispositions visant à préserver les enjeux environnementaux locaux en application des dispositions de l'article L. 512-1 du code de l'environnement ;

Considérant que l'annulation de l'arrêté préfectoral du 4 février 2016 susvisé a pour conséquence que l'exploitation des installations du parc éolien n'est désormais plus réglementée par les prescriptions de l'autorisation requise par l'article L. 512-1 du code de l'environnement ;

Considérant qu'il ressort que lors de l'inspection effectuée le 15 février 2021 il a été constaté par l'inspection des installations classées que les six aérogénérateurs du parc avaient été mis à l'arrêt par l'exploitant mais que l'installation restait techniquement exploitable par la société FERME EOLIENNE DE IDS SAS ;

Considérant qu'en conséquence il y a lieu, conformément à l'article L. 171-7 du code de l'environnement de mettre en demeure la société FERME EOLIENNE DE IDS SAS, en sa qualité d'exploitant des installations classées, de régulariser sa situation administrative ;

Considérant qu'aucune non-conformité susceptible de porter atteinte à la préservation des intérêts protégés visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement n'a été relevée lors de l'inspection susvisée ;

Considérant les lourdes conséquences sur le plan de l'intérêt général et d'ordre économique et financier qui résulteraient d'une suspension d'activité de la société FERME EOLIENNE DE IDS SAS et qu'une telle décision doit être réservée aux situations d'atteinte grave à l'environnement ou à la sécurité, ce qui n'est manifestement pas le cas des installations exploitées par cette dernière ;

Considérant que face à la situation irrégulière des installations de la société FERME EOLIENNE DE IDS SAS, l'article L. 171-7 du code de l'environnement fournit une base juridique permettant l'édition de mesures conservatoires imposables aux installations exploitées par la société FERME EOLIENNE DE IDS SAS afin d'encadrer le fonctionnement des installations dans l'attente de la régularisation sus-mentionnée ;

Considérant que le dossier de demande d'autorisation d'exploiter susvisé doit faire l'objet d'une note de mise à jour par l'exploitant afin de tenir compte des éventuelles modifications intervenues depuis la version complétée du dossier du 3 juin 2015, avant de donner lieu à une instruction visant à régulariser le vice de procédure retenu par le Conseil d'Etat dans l'arrêt du 12 février 2021 susvisé, et qu'un délai d'un an est adapté ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture du Cher ;

ARRÊTE

ARTICLE 1

La société FERME EOLIENNE DE IDS SAS, dont le siège social est situé 770, rue Alfred Nobel – 34000 MONTPELLIER, est mise en demeure de régulariser la situation administrative des installations du parc éolien implanté sur les communes d'Ids-Saint-Roch et de Touchay ;

- soit en transmettant une note de mise à jour du dossier de demande d'autorisation d'exploiter susvisé prenant en compte les éventuelles modifications intervenues depuis la version complétée du dossier du 3 juin 2015,

- soit en mettant définitivement à l'arrêt ses installations puis en procédant à la remise en état prévue aux articles R. 512-39-1 à R. 512-39-5 du code de l'environnement.

Les délais sont les suivants :

- dans un délai de quinze jours, l'exploitant notifie par courrier au préfet du Cher sa décision quant à l'une des deux possibilités ci-dessus.

Dans le cas d'une mise à l'arrêt définitif des installations, ce courrier comporte les dispositions de mise en sécurité du site et la proposition d'usage futur qu'il envisage de considérer conformément aux articles R. 512-39-1 et R. 512-39-2 du code de l'environnement ;

- dans un délai d'un an, l'exploitant transmet au préfet du Cher :

- soit une note de mise à jour du dossier de demande d'autorisation d'exploiter susvisé prenant en compte les modifications du projet et les éventuelles évolutions du contexte environnemental et de la réglementation intervenues depuis la version complétée du dossier du 3 juin 2015,

- soit un mémoire de réhabilitation comportant l'ensemble des éléments fixés à l'article R. 512-39-3 du code de l'environnement.

Ces délais courent à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté.

ARTICLE 2

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1^{er} ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement.

ARTICLE 3

Dans l'attente de la régularisation administrative de ses installations, si la société FERME EOLIENNE DE IDS SAS poursuit l'exploitation de ses installations, elle doit le faire en respectant les mesures conservatoires fixées en annexe du présent arrêté.

Ces prescriptions provisoires visant à encadrer le fonctionnement des installations ne préjugent pas de la décision qui interviendra à l'issue de la procédure de régularisation prescrite à l'article 1^{er} du présent arrêté.

ARTICLE 4

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès de la Cour administrative d'appel de Versailles, 2, esplanade du Grand Siècle - B.P. 90476 - 78011 Versailles Cedex par :

- l'exploitant dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté,
- les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement dans un délai de deux mois à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

La cour administrative d'appel peut également être saisie par l'application informatique Télérecours accessible par le site internet : www.telerecours.fr

Cette décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois.

ARTICLE 5

Le présent arrêté est publié sur le site Internet des services de l'Etat dans le Cher qui a délivré l'acte pendant une durée minimale de deux mois.

ARTICLE 6

La secrétaire générale de la préfecture du Cher, les maires d'Ids-Saint-Roch et de Touchay, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Centre-Val de Loire, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie leur est adressée ainsi qu'à la société FERME EOLIENNE DE IDS SAS.

Le préfet,

signé

Jean-Christophe BOUVIER

ANNEXE

TITRE 1 - Portée des mesures conservatoires et conditions générales

Article 1.1 : Bénéficiaire des mesures conservatoires d'exploitation

Le fonctionnement des installations classées pour la protection de l'environnement visées à l'article 1^{er} du présent arrêté est encadré par les prescriptions provisoires suivantes, en application du titre premier du livre V du code de l'environnement.

La société FERME EOLIENNE DE IDS SAS, dont le siège social est situé 770, rue Alfred Nobel – 34000 MONTPELLIER prend en outre toutes mesures utiles pour assurer la protection des intérêts protégés par l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

Ces prescriptions provisoires ne préjugent pas de la décision qui interviendra à l'issue de la procédure de régularisation prescrite à l'article 1^{er} du présent arrêté. A tout moment, et notamment en cas de non-respect des dispositions du présent arrêté, les installations mentionnées à l'alinéa précédent pourront faire l'objet de la suspension prévue à l'article L. 171-7 du code de l'environnement, sans préjudice des sanctions administratives et pénales prévues par le code de l'environnement.

Article 1.2 : Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

Rubrique	Alinéa	Régime	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil du critère	Unité du critère	Hauteur de mât maxi	Unité du critère
2980	1	A	Installation terrestre de production d'électricité à partir de l'énergie mécanique du vent et regroupant un ou plusieurs aérogénérateurs	6 aérogénérateurs	Comprenant au moins un aérogénérateur dont le mât a une hauteur supérieure ou égale à 50 m	> 50	m	99,5	m

A : autorisation

- pour les aérogénérateurs E1, E2, E4, E5 et E6 :

La hauteur de mât (en sommet de nacelle) maximale autorisée pour chaque aérogénérateur est de 99,5 m.

La hauteur totale maximale en bout de pale autorisée, pale en position verticale, pour chaque aérogénérateur est de 164 m.

Le diamètre maximal du rotor autorisé pour chaque aérogénérateur est de 131 m.

- pour l'aérogénérateur E3 :

La hauteur de mât (en sommet de nacelle) maximale autorisée est de 93,01 m.

La hauteur totale maximale en bout de pale autorisée, pale en position verticale, est de 149,4 m.

Le diamètre maximal du rotor autorisé pour chaque aérogénérateur est de 117 m.

- pour les six aérogénérateurs :

La puissance unitaire maximale autorisée pour chaque aérogénérateur est de 3 MW, portant la puissance totale maximale autorisée pour l'installation à 18 MW ».

Article 1.3 : Situation des installations

Les installations autorisées sont situées sur les communes suivantes :

Installation	Coordonnées en Lambert II étendu		Commune	Lieu-dit
	X	Y		
Aérogénérateur n° E1	591791,13	2192127,15	Touchay	La Fosse
Aérogénérateur n° E2	592212,85	2192277,12	Ids Saint Roch	Le Latte
Aérogénérateur n° E3	592798,63	2192487,01	Ids Saint Roch	Les Chirons
Aérogénérateur n° E4	593307,66	2192671,12	Ids Saint Roch	Le Fouret
Aérogénérateur n° E5	593711,39	2192804,93	Ids Saint Roch	Le Fouret
Aérogénérateur n° E6	594013,16	2193179,11	Ids Saint Roch	Les Fonds-Joints
Poste de livraison (PDL)	594049,94	2193150,69	Ids Saint Roch	Les Fonds-Joints
Mât de supervision	641094	6625448	Touchay	Les Huiliers

Article 1.4 : Durée d'application des mesures conservatoires

Les présentes mesures conservatoires s'appliquent aux installations du parc éolien pendant le temps nécessaire à la régularisation de sa situation administrative.

Article 1.5 : Textes généraux applicables aux installations

Sans préjudice de la réglementation en vigueur, sont notamment applicables les prescriptions de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la nomenclature des installations classées.

Titre 2 – Dispositions particulières à l'autorisation d'exploiter au titre de l'article L. 512-1 du code de l'environnement

Article 2.1 : Montant des garanties financières

Les garanties financières définies dans le présent arrêté s'appliquent pour les activités visées à l'article 1.2.

Le montant initial des garanties financières à constituer en application de l'article R 553-1 à R 553-4 du code de l'environnement par la société FERME ÉOLIENNE DE IDS SAS s'élève à :

$$M_{\text{initial}} = 6 \times 50\,000 \times \left[\left(\frac{\text{Index}_n}{\text{Index}_0} \right) \times \left(\frac{1 + \text{TVA}_n}{1 + \text{TVA}_0} \right) \right] = 313\,361,25 \text{ Euros}$$

Ce montant a été calculé en tenant compte des indices TP01 et des taux de TVA suivants :

Index_n = indice TP01 en vigueur à la date du 4 février 2016, soit 106,5.

Index_o = indice TP01 en vigueur au 1^{er} janvier 2011, soit 102,3.

TVA_n = taux de la taxe sur la valeur ajoutée applicable aux travaux de construction en vigueur à la date de délivrance de l'autorisation d'exploiter, soit 20 %.

TVA_o = taux de la taxe sur la valeur ajoutée au 1^{er} janvier 2011, soit 19,60 %.

L'exploitant réactualise tous les 5 ans le montant susvisé de la garantie financière, par application de la formule mentionnée à l'annexe II de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié relatif à la remise en état et à la constitution des garanties financières pour les installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent.

Article 2.2 : Mesures spécifiques liées à la préservation des enjeux environnementaux locaux

Article 2.2.1 : Mesures spécifiques liées à la préservation du paysage

Afin de limiter leur impact visuel, le poste de livraison sera revêtu d'un bardage en bois et le poste de transformation de chaque aérogénérateur sera situé à l'intérieur du mât.

Article 2.2.2 : Mesures spécifiques liées à la protection de l'avifaune et des chiroptères

Pour éviter de perturber les espèces nicheuses, un démarrage des travaux de construction ou de déconstruction du parc entre le 1^{er} avril et le 31 août inclus n'est possible qu'après une visite préalable par une personne ou un organisme expert afin de confirmer l'absence de nids occupés. En cas d'arrêt prolongé du chantier avec une reprise des travaux entre le 1^{er} avril et le 31 août inclus, un contrôle préalable analogue doit être mis en œuvre. Le rapport de contrôle est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Tout éclairage extérieur des installations est interdit, en dehors du balisage réglementaire imposé par l'article 11 de l'arrêté du 26 août 2011 modifié relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la législation des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement.

Pour prévenir les risques de collision avec les grands migrateurs, l'exploitant procède, en cas de brouillard, à l'arrêt du fonctionnement des aérogénérateurs en période de migration. La mise en place effective du plan d'arrêt des machines doit pouvoir être justifiée, à tout instant et par tout moyen adapté, à l'inspection des installations classées.

Au cours de la première année de fonctionnement de l'installation, et indépendamment des dispositions réglementaires prévues par l'article 12 de l'arrêté du 26 août 2011 susvisé, l'exploitant met en place, à ses frais, un suivi environnemental, de manière continue entre les mois d'avril et octobre, permettant de discriminer la mortalité des chiroptères due à la présence des aérogénérateurs.

Ce suivi environnemental est confié à une personne ou un organisme qualifié.

Il fait l'objet d'un rapport global annuel, transmis à l'inspection des installations classées. S'il s'avère que le suivi de mortalité relève un taux de mortalité élevé des chiroptères imputable à l'installation, un rapport spécifique présentant des mesures de réduction à mettre en place sur le parc éolien est transmis en même temps à l'inspection des installations classées.

L'exploitant engage, sous un délai maximum de six mois, les mesures préconisées dans le rapport de suivi environnemental de mortalité des chiroptères, sauf avis contraire des services de la DREAL Centre-Val de Loire sur ces mesures. Un délai de mise en œuvre plus long peut être envisagé, sur demande argumentée de l'exploitant.

Le suivi de mortalité devra alors être prolongé de manière à vérifier l'efficacité des mesures retenues.

La mise en place effective de ces dispositifs doit pouvoir être justifiée, à tout instant et par tout moyen adapté, à l'inspection des installations classées.

Article 2.2.3 : Mesures spécifiques liées à la protection des amphibiens

Pour limiter leur incidence sur le crapaud Sonneur à ventre jaune, les travaux de construction ou de déconstruction de l'aérogénérateur E3 ne devront débuter que sous réserve d'un contrôle préalable de l'absence de cette espèce réalisé par une personne ou un organisme expert. La zone d'investigation, qui comprendra en particulier l'emprise des travaux et les fossés et mares à proximité, sera déterminée par la personne ou l'organisme expert. Le rapport de contrôle est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Afin de préserver l'habitat des amphibiens, notamment le crapaud Sonneur à ventre jaune, l'exploitant procède à la restauration d'au moins trois mares et à la création d'au moins trois autres mares dans un rayon d'environ 300 mètres autour du site. La localisation des mares concernées est déterminée en concertation avec une personne ou un organisme expert de manière à favoriser la connectivité biologique.

L'exploitant assure la gestion d'une ou plusieurs parcelles accueillant des zones humides et représentant une superficie totale d'au moins 1,5 hectare.

L'exploitant procède, dans les parcelles concernées, à la création de points d'eau d'accueil du Sonneur à ventre jaune, en sus des six mares susvisées.

L'exploitant exécute les opérations d'entretien suivantes en vue de favoriser la préservation d'une flore d'intérêt et de la faune, notamment le Sonneur à ventre jaune :

- maintien d'un linéaire de haies sur l'ensemble du périmètre des parcelles concernées ;

Les milieux ciblés par les mesures décrites dans le présent article font l'objet d'un suivi par une personne ou un organisme expert, à raison de quatre visites annuelles réparties entre les mois de mars à août. Ce suivi vise à démontrer l'efficacité des mesures prises par l'exploitant en faveur de la flore et de la faune, notamment le Sonneur à ventre jaune. Il fait l'objet de rapports tenus à la disposition de l'inspection des installations classées

Article 2.2.4 : Mesures spécifiques liées à la protection de la flore

Afin de compenser le défrichement engendré par les travaux d'accès aux installations, l'exploitant procède à la plantation ou à la restauration de haies et d'arbres sur un linéaire d'au moins 4 000 mètres notamment dans les zones suivantes :

- virages n° 2, n° 4, n° 5, n° 6, n° 7, n° 8 matérialisés sur le plan annexé au rapport de l'inspection des installations classées du 29 janvier 2018 susvisé.

L'implantation des haies est effectuée dans un souci d'assurer des connexions écologiques avec les haies en place et à distance suffisante des aérogénérateurs afin de prévenir la prolifération d'espèces sensibles au voisinage direct de l'installation.

Les travaux relatifs à la plantation et à la restauration des haies et des arbres sont réalisés de manière à respecter les dispositions, en termes de calendrier, des articles 2.2.2 et 2.2.3 de la présente annexe. Ils font l'objet d'un rapport de bilan technique tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'exploitant s'assure du bon entretien des haies plantées et restaurées.

Article 2.3 : Mesures acoustiques

L'exploitant met en place un plan de bridage des aérogénérateurs destiné à garantir le respect des niveaux de bruit et d'émergences admissibles imposés par l'article 26 de l'arrêté du 26 août 2011 modifié relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la législation

des ICPE. La mise en place effective du plan d'arrêt des machines doit pouvoir être justifiée, à tout instant et par tout moyen adapté, à l'inspection des installations classées.

Comme suite à la campagne de mesures acoustiques réalisée du 30 septembre au 13 octobre 2020, dont les résultats ont révélé des dépassements des seuils réglementaires nocturnes définis par l'article 26 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 susvisé, l'exploitant établit et met en place un nouveau plan de fonctionnement des aérogénérateurs permettant de garantir l'absence d'écarts supérieurs aux valeurs admissibles. Il s'assure de son efficacité par un contrôle dans un délai de 6 mois après la mise en œuvre de ce nouveau plan de fonctionnement.

Les emplacements des mesures sont définis de façon à apprécier le respect du niveau de bruit maximal de l'installation et des valeurs limites d'écarts dans les zones où elle est réglementée. Ces emplacements incluent a minima les points de mesure retenus dans l'étude acoustique figurant dans le dossier de demande d'autorisation d'exploiter et ses compléments. Si l'un ou plusieurs de ces points de mesure ne pouvaient être identiques à ceux retenus dans l'étude acoustique susvisée, ils seront remplacés par des points situés au droit de l'une des habitations adjacentes, sous réserve de justifier d'un environnement de mesure analogue.

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées, dans un délai de deux mois à compter de la fin de la campagne de mesures des niveaux d'émission sonore, les résultats avec les commentaires et propositions éventuelles d'améliorations complémentaires.

Les dispositions mises en œuvre, ainsi que les éléments démontrant de leur efficacité, font l'objet d'un rapport tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Ce contrôle est effectué indépendamment des contrôles ultérieurs ponctuels que l'inspection des installations classées pourra demander.

Article 2.4 : Mesures liées à la sécurité des installations

Le panneau reprenant les prescriptions à observer par les tiers, situé sur le chemin d'accès de chaque aérogénérateur et sur les postes de livraison, mentionne les coordonnées des services d'incendie et de secours (numéros 18 et 112).

Les coordonnées d'une personne ou d'un opérateur représentant l'exploitant, pouvant être joint à tout moment et à même de gérer une situation anormale telle qu'un incendie, sont communiquées aux services d'incendie et de secours avant la mise en service des installations, accompagnées d'un plan d'implantation et d'accès aux éoliennes. L'exploitant doit informer les services d'incendie et de secours de toute modification de ces coordonnées intervenant lors de l'exploitation des installations.

Un affichage visible reprenant les coordonnées d'une personne ou d'un opérateur représentant l'exploitant, pouvant être joint à tout moment et à même de gérer une situation anormale telle qu'un incendie, est effectué à l'intérieur du pied de mât de chaque aérogénérateur. Il est mis à jour en cas de modification de ces coordonnées.

Le poste de livraison électrique est équipé d'extincteurs en nombre suffisant, en bon état et adaptés au risque d'incendie à combattre. Ces extincteurs font l'objet d'un contrôle annuel par un organisme compétent.

Article 2.5 : Mesures liées au balisage des aérogénérateurs

Sans préjudice du respect des réglementations imposées par le code des transports et le code de l'aviation civile, le balisage lumineux des aérogénérateurs du parc éolien est rendu synchrone entre les machines.

Article 2.6 : Information du public à proximité des installations

L'exploitant installe, à l'entrée des sentiers de randonnée qui longent le site, au moins quatre panneaux d'information sur le parc éolien et la faune et la flore locales, destinés à la sensibilisation du public.

Article 2.7 : Mât de supervision

Le mât de supervision présente une hauteur maximale de 99 m.

Le mât est équipé d'un dispositif de balisages diurne et nocturne en application de l'arrêté du 25 juillet 1990 susvisé conformément aux spécifications de l'arrêté du 23 avril 2018 susvisé.

Le mât est implanté pour une durée maximale de deux ans à compter du 14 octobre 2020.

Article 2.8 : Conteneur à déchets

Un conteneur métallique, situé sur la plateforme de l'éolienne E4 assure le stockage des déchets générés lors des opérations de maintenance des six machines du parc.

Un tri des déchets est assuré par un stockage dans différents conteneurs identifiés par un étiquetage et empêchant tout écoulement accidentel de produit dangereux.

Le conteneur comporte une rétention suffisamment dimensionnée et aménagée pour le stockage des déchets liquides dangereux, dans le respect des règles de compatibilité entre les produits.

Le conteneur est équipé d'au moins un extincteur, en bon état et adapté au risque d'incendie à combattre. L'extincteur fait l'objet d'un contrôle annuel par un organisme compétent.

Article 2.9 : Cessation d'activité

Sans préjudice des mesures de l'article R. 512-39-1 du code de l'environnement et pour l'application des articles R. 512-39-2 à R. 512-39-5 de ce même code, l'usage à prendre en compte au terme de l'exploitation de l'installation est le suivant : réhabilitation en vue de permettre un usage agricole.

Lorsque l'installation classée est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt dans le délai prévu à l'article 1^{er} du présent arrêté.

La notification prévue ci-dessus indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent notamment :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux et celle des déchets présents sur le site ;
- des interdictions ou limitations d'accès à l'installation ;
- la suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

En outre, l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon l'usage prévu au premier alinéa du présent article.

Article 2.10 : Récapitulatif des documents tenus à la disposition de l'inspection

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initiale ;
- les plans tenus à jour ;
- le présent arrêté avec son annexe ;
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté et l'arrêté du 26 août 2011 modifié relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent. Ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas, des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données.